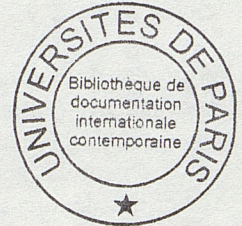


# bulletin hebdo



## Le labyrinthe de l'observation internationale

Par Sergio Ferrari

Managua, 24 janvier (ANN). Dans une entrevue accordée récemment à la chaîne étatsunienne CNN, Joao Baena Soares, secrétaire général de l'OEA, a manifesté son optimisme quant à la bonne marche du processus électoral nicaraguayen.

J. Baena Soares, responsable en dernière instance de la mission d'observation envoyée par l'OEA en juin dernier à la demande du gouvernement, a répété qu'il n'avait "aucune raison de dire que les élections ne vont pas être libres et honnêtes". Il a fait allusion aux trois rapports présentés par l'OEA depuis le début de la mission. "Ce sont des rapports d'observateurs et non de juges, mais les observateurs ne sont pas pour autant passifs. Nous voulons apporter notre contribution au perfectionnement du processus".

Sans nier qu'il y ait des difficultés, des incidents et des problèmes - comme partout ailleurs dans le monde quand la situation politique est très radicalisée - le secrétaire général de l'OEA estime cependant que "le processus est normal, il se déroule normalement" ce qu'on a fait dire à l'OEA. Ces déclarations de J. Baena Soares ont été connues à Managua quelques jours après que des dirigeants du gouvernement étatsunien,

certaines agences et organes de presse - en particulier "La Prensa" - ont utilisé de courts extraits du dernier rapport de l'OEA (qui a 17 pages et des annexes) pour discréditer la campagne électorale.

"L'OEA demande aux sandinistes de freiner la violence électorale", annonçait le 18 janvier en première page le quotidien de droite "La Prensa". Un sous-titre renforçait l'attaque: "Baena Soares regrette l'incompréhension et l'intolérance". L'article en page intérieure reprenait une dépêche de l'agence étatsunienne United Press datée de Washington - où se trouve le siège de l'OEA - mais ne correspondait pas entièrement au titre, qui est la première (et souvent la seule) chose qu'on lit.

C'est là un risque de l'observation électorale, dans un pays déchiré par la guerre et qui tente de trouver une solution politique: on peut faire dire aux observateurs ce qu'un secteur - dans ce cas-là les Etats-Unis, les multinationales de l'information et l'opposition interne - aimerait qu'ils disent. On a utilisé de courts extraits sortis de leur contexte, sans allusion aux 17 pages du rapport et, par conséquent, en en déformant le contenu.

CE QU'A REELLEMENT DIT L'OEA

Le bilan de l'OEA pour les mois de novembre et de décembre comporte quatre chapitres: Les médias, le financement des partis, les conditions de la propagande électorale et la prévention de la violence. Un point final, sous le titre de "considérations générales", synthétise les recommandations de l'OEA à la communauté nicaraguayenne dans son ensemble.

Cet ultime chapitre évoque l'incidence

### SOMMAIRE

Un populisme sans audience

Le vote des femmes

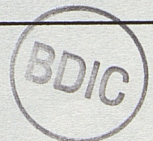
Sondages: triomphe assuré des sandinistes

Un entretien avec Sergio Ramirez (II)

Le père Uriel Molina au placard

Costa Rica: Bonnet blanc et blanc bonnet

40P 11481



négative de la poursuite des activités militaires sur le déroulement normal de la campagne et contient un appel à tous les partis pour qu'ils lui assurent tant un bon niveau qu'un climat favorable.

"Les partis ont une responsabilité de premier plan et doivent privilégier les questions de contenu des programmes sur l'invective et le dénigrement pur et simple de l'adversaire, parce que c'est à eux que revient de fixer le niveau et le ton de la campagne, et de déterminer ainsi la qualité du processus politique qu'ils désirent voir", conclut le rapport.

A propos de "l'intimidation" et du "harcèlement" dont se plaignent plusieurs forces politiques, le rapport souligne qu'ils "ont lieu plus spécialement dans les zones où se déroulent des actions armées. Plus de 50 % des plaintes et des dénonciations proviennent des régions I (Las Segovias) et VI (Jinotega/Matagalpa) qui ont été le théâtre des principaux affrontements armés".

La majeure partie des actes de violence "a été enregistrée dans les endroits où, dans un passé récent, la radicalisation de la société a débouché sur le conflit armé".

Le rapport suggère de "renforcer l'autorité de l'organe électoral", propose un cadre pour les médias, recommande aux fonctionnaires de ne pas faire usage des biens de l'état à des fins de propagande et réaffirme sa préoccupation devant l'augmentation de la violence entre les adversaires politiques.

A aucun moment le rapport de l'OEA, fidèle en cela à un aspect qui est l'essence même de l'observation électorale, n'est le verdict d'un juge, mais "une contribution au perfectionnement du processus". Le comprendre d'une autre façon signifierait, surtout, nier l'esprit des organismes internationaux qui ont accepté l'invitation du gouvernement nicaraguayen, dénaturer leur contribution et attenter contre un modèle original d'élections accompagnées de vérification capable d'aider à sortir des conflits nationaux et régionaux.

## UN POPULISME SANS AUDIENCE

Par Antonio Rodríguez, repris de *Pensamiento Propio*

**Managua, décembre (ANN).** La stratégie électorale de l'UNO l'a conduite à se tourner principalement vers le milieu rural. Elle s'est mise à la recherche d'une base paysanne qui lui permettrait de faire la preuve, devant l'électorat urbain et l'opinion publique, qu'elle bénéficie d'un appui et qu'elle est capable de triompher.

La petite caravane de quatre véhicules se déplace rapidement sur la route. En tête, Virgilio Godoy, candidat à la vice-présidence, dans une automobile Land Cruiser.

Aussi blanc que les drapeaux, il porte un casque sur lequel se détachent en bleu les initiales UNO. "Il est encore sous le coup de la peur à cause des pierres qu'on lui a lancées à Jalapa" plaisantent deux jeunes militants qui se disent gardes du corps de Violeta de Chamorro. Une journaliste sympathisante de la coalition anti-sandiniste dit d'elle que "son éclat n'est autre que celui de son mari et n'a rien à voir avec elle-même". Dans le village d'Hermanos García, près de Chinandéga, vivent environ 250 familles. Dans un des foyers qui se déclarent partisans de l'opposition, deux paysannes posent des questions sur Violeta. Elles ne connaissent pas les candidats mais assurent qu'elles voteront pour l'UNO, parce que celle-ci promet de résoudre les problèmes économiques et de supprimer le service militaire. Quand je leur demande si, selon elles, l'opposition tiendra ses promesses, elles répondent qu'elles l'espèrent. Un paysan, plus pragmatique, déclare : "je ne suis pas sandiniste, mais il faut dire que la guerre les a empêchés de faire ce qu'ils voulaient. Et maintenant, c'est malheureux, ces paysans se font avoir".

Accrochées aux arbres qui entourent la petite place du village, la propagande sandiniste et celle de l'opposition voisinent. A côté des drapeaux de l'UNO, une affiche a été collée : la photo de Claudia Chamorro et des extraits de la lettre dans laquelle la fille de Violeta et de Pedro Joaquín dénonce les anciens ennemis de son père aujourd'hui dans la coalition d'opposition.

Quelque 200 personnes se rassemblent autour de la camionnette qui sert de tribune à Virgilio Godoy. Celui-ci parle de la pauvreté des paysans, de la guerre, de l'abolition du service militaire. "Un de ces hélicoptères que vous voyez passer de temps en temps vaut 25 millions de dollars. Avec cet argent, on pourrait réparer toutes les routes" s'exclame-t-il. Il ajoute que voter UNO signifie voter pour des centres de santé, des écoles, alors que voter FSLN signifie plus de morts, la faim, la douleur et la guerre.

Pourquoi l'opposition s'est-elle tournée ainsi vers la campagne? En milieu rural, les partis d'opposition sont peu présents mais le discours populiste peut attirer certains secteurs peu conscients de la paysannerie, avec lesquels les bourgeois locaux entretiennent une relation paternaliste. Les tournées électorales sont conçues pour assurer une présence organisationnelle de l'UNO par des rassemblements, qui ont lieu tout d'abord et rapidement dans les villages et se déplacent dans des municipalités plus peuplées. Cette stratégie est destinée à asseoir une certaine influence et une capacité mobilisatrice afin de parvenir à organiser de grands rassemblements dans les chefs-lieu de département au moment de la clôture de la campagne. En effet, alors que les sondages de l'opposition donnent l'avantage à l'UNO, celle-ci ne peut pas se permettre de passer dans les villes principales pour y appeler à des rassemblements, sachant qu'ils n'auraient aucune ampleur.

Selon les cadres du front sandiniste, dans les villes, les activités politiques de l'opposition ne rencontrent pas d'écho important au sein des couches populaires. "Dans 37 bureaux de vote, l'UNO n'est pas parvenue à réunir le nombre d'assesseurs voulu et là où elle l'a réuni, ils n'ont pas pris en charge idéologiquement leur tâche" assure Alejandro Lindo, secrétaire politique du comité municipal du FSLN à Malpaisillo. Et il ajoute: "Sur les 2.500 personnes qui ont participé à la marche de l'opposition, seulement 500 environ étaient de la ville même, tous les autres venaient de Nagarote, La Paz Centro et Estelí.

Il s'est passé la même chose avec la brigade d'agitation de l'UNO. Sur les quinze personnes qui sont venues peindre des slogans, 3 seulement étaient de la ville".

#### VIA CIVICA

L'UNO a mis sur pied une institution appelée Vía Cívica, comme structure d'appui à ses activités politiques. Son directeur, Carlos Quiñónez, assure qu'il s'agit d'un organisme "patriotique et sans parti, crée pour promouvoir les inscriptions électorales et le vote". En réalité, on retrouve à sa tête des personnalités syndicales et patronales liées à la droite. En même temps qu'elle veut "promouvoir le vote" en effectuant des visites dans les foyers nicaraguayens, Vía Cívica serait une organisation parallèle de surveillance du processus électoral. Ses membres recevront des assesseurs de l'UNO présents dans les bureaux de vote la liste des citoyens inscrits, comme base de comptage des votes.

Cet organisme est financé par la fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES), institution étatsunienne dont la vocation est de "promouvoir la démocratie" dans les pays qui représentent un enjeu politique pour les Etats-Unis. Le transfert des fonds destinés à Vía Cívica se fait à travers une société de construction appelée CYPASA, sous la directive du Conseil Supérieur de l'Entreprise Privée (COSEP).

La campagne de l'UNO est dirigée par son comité de campagne, qui a déclaré que la crise économique qui frappe les secteurs populaires, le mécontentement et la désillusion à l'égard du FSLN représentent "une chance pour l'opposition". Celle-ci promet d'offrir éducation et emploi aux jeunes, stabilité et sécurité aux adultes, une maison à chaque famille, l'arrêt de l'inflation et la suppression du service militaire. Ce comité de campagne est dirigé par le gendre de Violeta Chamorro, Antonio Lacayo, lié à la direction de l'usine de production d'huile GRACSA. Il a écarté les leaders des partis politiques de la direction de la campagne. Les liens familiaux qui unissent A. Lacayo, Violeta Barrios de Chamorro et Alfredo Cesar facilitent le consensus en matière de stratégie électorale.

#### UN SLOGAN POPULISTE

Les penseurs de l'UNO ont choisi comme slogan "l'UNO, elle, peut changer les choses". L'ingénieur Ernesto Robleto, responsable de la publicité et de la propagande de la coalition pense que cette phrase "n'est pas un simple slogan de parti, mais un postulat qu'il faut savoir transmettre au récepteur".

E. Robleto est un jeune technocrate diplômé du génie civil et professeur d'administration à l'institut centraméricain d'administration des entreprises. Co-proprétaire d'une agence de publicité et patron de Video Arte, il affirme qu'il avait accepté de se charger de ce travail de publiciste "par affinités avec l'UNO".

A partir de la mi-novembre, on a commencé à entendre à la radio: "l'UNO, elle peut...". Ce début de slogan correspondait, selon Robleto, à une phase de préparation du récepteur, qui ensuite a reçu, par la radio et la propagande directe, les messages destinés à lui démontrer "l'incapacité du sandinisme à gouverner le pays et la viabilité du modèle économique de l'opposition". Preuve devait être faite, en même temps, que "l'UNO, elle" compte sur des personnes capables et sur une audience suffisante pour recevoir l'aide internationale qui lui permettra de "sortir le Nicaragua de la ruine économique".

Mais les électeurs ont reçu certains messages opposés et on verra jusqu'à quel point le populisme est payant au Nicaragua...

#### LE VOTE DES FEMMES

Par Raquel Fernández

**Managua, 18 janvier (ANN).** Les femmes nicaraguayennes voteront massivement le 25 février et dans un pourcentage plus élevé que lors des dernières élections générales de 1984: c'est ce que révèlent les divers sondages.

Selon un sondage du centre de recherche et d'éducation populaire (Cenzontle), financé par l'organisme gouvernemental norvégien de coopération (NORAD), 94 % de femmes se sont inscrites et 84 % sont décidées à exercer leur droit de vote.

En ce qui concerne leur choix pour un parti politique, 47 % se prononcent pour le FSLN, 11 % pour l'UNO, 3 % pour d'autres partis et les autres restent indécises.

Certaines mauvaises langues affirment que si les femmes décident massivement de voter pour Daniel Ortega, candidat du FSLN, c'est grâce à l'image qu'il a adopté pour la campagne électorale: un homme jeune et fringant.

Pourtant, d'autres sondages effectués par d'autres organismes démontrent que les femmes ne se laissent pas influencer par le soi-disant attrait physique du candidat, mais qu'elles prennent en compte les acquis de dix ans de pouvoir sandiniste.

Bertha Ines Cabrales, militante du mouvement des femmes "Luisa Amanda Espinoza" (AMNLAE), valorise dans ces acquis la loi sur les relations familiales, sur le divorce unilatéral, sur la prostitution et sur la protection de la femme enceinte et des enfants. Quant à l'UNO, dont la candidate au présidentielle est une femme, Violeta Barrios de Chamorro, la majorité des femmes ne se sentent pas représentées par celle-ci, et son programme ne les intéresse pas. Les sondages montrent qu'elles ne sont pas du tout attirées par le retour à l'autorité paternelle, abolie par la révolution et remplacée par la loi "père, mère, enfants" qui donne la responsabilité des enfants non seulement au père mais au couple.

Les femmes critiquent aussi l'ignorance politique de la candidate de l'UNO, ses relations avec la contre-révolution responsable de la mort de beaucoup de leurs jeunes fils, son opportunisme et son incapacité à s'exprimer de façon cohérente en public.

Toujours d'après les résultats du sondage du centre "Cenzontle", les femmes décidées à voter pour Daniel Ortega attendent de leur candidat qu'il mette fin à la guerre, qu'il résolve les problèmes économiques, qu'il supprime le service militaire et qu'il agisse pour l'égalité de l'homme et de la femme à tous les niveaux.

Les sympathisantes de Violeta Barrios de Chamorro exigent aussi la prise en compte des trois premiers points, mais semblent s'accommoder de la domination masculine puisque il n'est plus question ici d'égalité.

Le programme du FSLN prévoit la promulgation de lois qui pénalisent les mauvais traitements, le viol, le chantage sexuel. Il prévoit également l'accès aux formations techniques et académiques à tous les niveaux pour les femmes, ainsi que le droit à la terre de façon individuelle.

L'UNO prévoit non seulement le retour à l'autorité paternelle, mais aussi aux valeurs morales et sociales de la famille. Les socio-chrétiens promettent de créer les conditions sociales et économiques pour éviter la prostitution, l'avortement et l'abandon d'enfants...les partis de gauche, tels que le Mouvement d'Unité Révolutionnaire (MUR) et le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT) ne font référence à la femme qu'en tant que travailleuse et mère, ils oublient les autres éléments de sa réalité d'être humain et de sujet social ayant ses propres aspirations et ses différences.

## SONDAGES : TRIOMPHE ASSURE DES SANDINISTES

**Managua, Janvier (ANN).** Selon deux sondages dont les résultats ont été publiés cette semaine, la victoire de l'FSLN aux élections de février ne fait aucun doute.

Le premier, réalisé par l'institut étatsunien "Greenberg Lake", indique que 51 % des votes des personnes interrogées iront au FSLN, 24 % à l'UNO et 8 % aux autres partis. Selon cet institut, patronné par l'organisme "initiatives de l'hémisphère" lié au parti démocrate, la stagnation de l'opposition et la montée du front sandiniste peuvent s'expliquer par trois raisons : L'appui de l'UNO à l'intervention des Etats-Unis au Panama ; le fait que la majorité des nicaraguayens voient en l'UNO le parti des riches et de la contra ; l'absence de leader et d'unité au sein de la coalition.

Le second sondage, réalisé du 15 au 19 janvier par l'institut Eco, de l'université catholique des jésuites du Nicaragua, a donné des résultats légèrement différents : 54 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles voteraient pour Daniel Ortega et 18 % pour Violeta Chamorro. Le directeur d'Eco, Raul Obregón, a signalé que ce sondage était le plus important réalisé jusque-là au niveau national: 5.601 personnes ont été interrogées dans 58 municipalités de l'ensemble des départements y compris la Côte atlantique et certaines zones rurales d'accès difficile "où les enquêteurs se sont rendus pour la première fois".

L'UNO a été accusée de falsifier les enquêtes qu'elle a réalisées et qui donnent un désavantage minime à Violeta Chamorro derrière Daniel Ortega. Une étude récente menée par le spécialiste étatsunien Paul Oquist révèle que certains instituts, tel que *Borge y Asociados S.A.* qui a son siège au Costa Rica, utilisent des mécanismes d'induction des réponses dans leurs sondages, en faveur de l'UNO. L'opposition a pourtant préféré s'abstenir de publier un récent sondage de ce même institut : malgré tous les efforts déployés, l'avantage revenait au front sandiniste.

## FLASH ELECTORAL

\*\*\*

Un enfant de 11 ans a été enlevé, sauvagement torturé et tué par la contra le 25 janvier. Sur son corps martyrisé, la contra a laissé un papier qui disait: "Nous sommes l'UNO-FDN".

\*\*\*

Les candidats de l'UNO continuent à se retirer des listes de la coalition: Le 19 janvier, ils étaient 153 à l'avoir fait, sur un total de 1676.

\*\*\*

Le président Ortega a annoncé qu'une large amnistie serait accordée après les élections, incluant tous les contras et les anciens gardes somozistes encore en prison.

\*\*\*

5.000 visiteurs étrangers sont attendus dans le pays le jour des élections, dont environ 2.000 journalistes.

\*\*\*

L'ancien président des Etats-Unis J. Carter était cette semaine au Nicaragua, dans le cadre de la mission d'observation du comité des présidents librement élus. Il a assuré qu'aucun financement secret ne serait envoyé par son pays pour l'UNO, malgré la demande adressée par Bush aux leaders des partis républicains et démocrates. Il a déclaré à la presse qu'il n'a constaté aucune évidence quant à la préparation d'une fraude, comme l'avait affirmé l'UNO. De plus, il a signalé que l'ONU effectuera un comptage des voix dans ses locaux, ce qui empêchera toute fraude. La coalition de droite s'était plainte aussi que certains de ses délégués de liste ont été l'objet d'intimidation de la part de représentants du gouvernement ou du ministère de l'intérieur. Un sénateur républicain appartenant à la délégation de J. Carter a affirmé à ce propos: "Je n'ai aucun élément qui me permette d'émettre un jugement équilibré et de dire si ces accusations sont vraies ou fausses". Bayardo Arce, coordinateur de la campagne électorale du FSLN, a informé J. Carter que, depuis le début de l'année, en moyenne deux militants du front sandiniste ont été tués chaque jour.

\*\*\*

#### UN ENTRETIEN AVEC SERGIO RAMIREZ (II ème partie)

Managua, 5 janvier (ANN). Dans la deuxième des trois parties de l'entrevue que le vice-président nicaraguayen Sergio Ramirez a accordé à l'hebdomadaire d'opposition *La Crónica*, il expose les perspectives qu'ouvrent les changements en Europe de l'Est pour le Tiers-monde. Il prévient que sans changements profonds de la politique des Etats-Unis vis-à-vis de l'Amérique latine, celle-ci demeurera une bombe à retardement.

*La Crónica: Comment l'Amérique centrale et en particulier le Nicaragua pourront-ils faire face à ce nouveau contexte international?*

Sergio Ramirez: C'est un problème structurel. Sans changements structurels dans les pays pauvres, nos pays latino-américains pourront difficilement abandonner ce que vous avez appelé "l'économie des desserts" (voir note). Les changements structurels sont nécessaires pour faire bouger une quantité de forces économiques et sociales qui ont toujours été reléguées, qui n'ont eu aucune participation à un projet national. Il faut d'abord rompre avec ces schémas qui ont bloqué la participation des

grandes majorités à la vie sociale et économique de nos pays. Ce changement ne dépendra pas seulement de ce qui se produira dans nos pays, mais aussi de la réorganisation à l'échelle mondiale, de la façon dont vont s'agencer les relations économiques internationales au XXIème siècle. Le monde développé capitaliste doit savoir que sans changements structurels, c'est la violence qui arrivera. Elle frappe à la porte, parce que malheureusement le monde développé ne veut accorder aucune attention au Tiers-monde.

Je voudrais insister sur le fait que les changements qui ont lieu en Europe n'ont pas de rapport avec l'urgence des besoins des pays pauvres d'Amérique latine. Je crois que ce serait une très grave erreur de penser que les changements en Europe de l'est et en Union soviétique vont produire, dans la foulée, des changements dans le Tiers-monde et en particulier en Amérique latine. En effet, tant que les Etats-Unis ne modifieront pas leur politique vis-à-vis des pays latino-américains, tant que les relations économiques internationales ne seront pas transformées, tant que l'Amérique latine croulera sous le fardeau de la dette extérieure, des injustices dans les relations économiques internationales, des prix dérisoires de ses produits, de la rigidité de la distribution de la terre et de la distribution de la richesse, le continent sera comme une bombe à retardement. De ce point de vue-là, je crois que le Nicaragua se trouve dans de meilleures conditions pour affronter cette situation que d'autres pays. Je crois que les résultats matériels immédiats ne doivent pas servir de paramètre pour juger notre processus; il ne s'agit pas d'évaluer si nous avons produit le bien-être et la richesse, car des circonstances particulières n'ont pas permis aux changements structurels de porter leurs fruits. Cependant ces changements étaient nécessaires pour préparer le Nicaragua aux relations économiques internationales et à un comportement economico-social d'un type nouveau. C'est-à-dire que nous sommes mieux préparés pour aborder une nouvelle situation grâce aux changements structurels réalisés dans le domaine de la productivité de la terre, d'une plus juste distribution de la richesse. De ce point de vue-là le Nicaragua n'est pas comparable au Salvador, au Honduras, ou au Guatemala.

*La Crónica: Les changements qui ont lieu en Europe de l'est ont-ils une influence sur les relations de coopération que ces pays ont entretenues jusqu'à maintenant avec le Nicaragua?*

S.R.: Nous ne pouvons pas encore le savoir. Je crois ce

-----  
Note : Economie productrice et exportatrice de produits agricoles non essentiels, tels que le café, le sucre, les fruits qui se mangent au dessert. Ce modèle est imposé par les pays industrialisés consommateurs, qui empêchent ainsi le Tiers-monde de développer des économies d'auto-subsistance.

pendant qu'il faut tenir compte de certains éléments. Ces pays n'évoluent pas vers la droite, ils ne s'alignent pas sur la politique des Etats-Unis, et ils n'imitent pas non plus leur style de vie. J'ai lu récemment dans le "New York Times" l'interview d'un des dirigeants des forces rénovatrices de la RDA, un romancier, qui affirmait que c'était la dernière chance pour la RDA, avant d'être dévorée par la McDonald's. C'est une phrase lapidaire qu'il explique de la façon suivante: ils ne refusent pas le socialisme, mais veulent y ajouter un élément démocratique; ils ne veulent pas faire partie de ces pays dont l'économie se nourrit de l'exploitation d'autres pays, ils assument que le socialisme est un système meilleur que le capitalisme, mais avec bien sur une participation démocratique interne et bien organisée.

A partir de là, on peut examiner l'avenir des relations de ces pays avec le Nicaragua. Lorsque les masses sont descendues dans la rue à Berlin, à Leipzig, il y avait des groupes qui lancaient des consignes de soutien au Nicaragua. Ils ont même chanté une chanson de rock qui avait été composée au Nicaragua par un rocker très important de la RDA. Cette chanson s'appelle "chercher le peuple", son texte dit : "Toi le petit Nicaragua, ne nous envoie pas ton café, ne nous envoie pas tes bananes, ne nous envoie pas ton sucre, envoie-nous tes "faces au peuple", cette chanson était d'ailleurs interdite en RDA, mais avec tous ces changements, ils ont commencé à la diffuser sur toutes les radios.

Il faut tenir compte également du fait que les jeunes, les intellectuels et les gens qui se sont lancés dans la transformation de la vie nationale dans les pays d'Europe de l'Est, ont toujours été très conscients qu'au Nicaragua nous avons lutté pour un modèle de changements sociaux original; c'est pourquoi je crois que ceux qui sont maintenant à la tête de ces pays ne vont pas adopter une attitude hostile envers le Nicaragua.

On peut parfaitement imaginer que nous allons entretenir avec eux des relations semblables à celles que nous avons avec la Suède, qui est un pays profondément social-démocrate. Je pourrais qualifier nos relations avec la Suède de stratégiques, car les suédois croient en ce que nous faisons. C'est pourquoi leur coopération est désintéressée, décidée, ferme et constante, à tel point que c'est la Suède qui a convoqué la dernière conférence des pays donateurs et a proposé que celle-ci ait lieu à Stockholm. Leur coopération est visible partout au Nicaragua, dans la culture, la production, etc... ; il y a une identité très profonde entre eux et nous. Rien ne m'incline à penser qu'il serait impossible d'établir des rapports similaires avec la RDA, la Tchécoslovaquie ou la Pologne, surtout si les nouveaux dirigeants de ces pays comprennent la situation des pays pauvres et ne tombent pas dans l'égoïsme caractéristique des pays capitalistes.(...)

*La Crónica: Pensez-vous que les changements qui ont lieu dans les pays de l'est aient une répercussion sur le système politique cubain?*

S.R.: Cette question est complexe. Il faut rappeler que Cuba a toujours fait partie du Comecon et été un allié stratégique de l'Union soviétique, contrairement au Nicaragua, puisque nous n'avons jamais appartenu au Comecon, et nous n'avons jamais eu une économie centralisée qui nous permette d'y entrer. Nous n'avons jamais été un allié militaire de l'Union soviétique comme l'a été Cuba.

D'autre part, les changements qui ont lieu en Europe de l'Est, y compris au sein du pacte de Varsovie - qui a même adopté une déclaration officielle où il qualifie l'intervention en Tchécoslovaquie d'erreur condamnable sont très profonds et impliquent également une réorganisation de leurs relations internationales. Cela veut dire aussi que le rouble va devenir une monnaie librement convertible, que le marché aura une plus grande influence comme régulateur de la vie économique. Tous ces changements auront sans aucun doute un impact sur Cuba. Sinon, Cuba va se retrouver seul et défendra ce que Fidel considère comme ses principes. Je pense qu'il croit fermement à ses principes, et il l'a affirmé lors d'un de ses derniers discours en disant que Cuba pouvait se retrouver tout seul à défendre son socialisme.

#### LE PERE URIEL MOLINA AU PLACARD

**Managua, 22 janvier (ANN).** L'ordre des franciscains vient d'obliger le père Uriel Molina, figure importante de la théologie de la libération au Nicaragua, à prendre une année sabbatique. Il a donc été forcé d'abandonner la paroisse de Santa Maria de los Angeles, dans un quartier populaire de Managua, où il officie depuis 24 ans. La hiérarchie catholique a décidé d'y réorganiser le travail pastoral, mais sans Uriel Molina. Ce dernier a rendu publique une lettre à son ordre, à la hiérarchie catholique et aux chrétiens nicaraguayens dans laquelle il analyse ce qui vient de lui arriver. Nous vous en proposons quelques extraits.

"Les événements qui se déroulent à l'intérieur de l'église revêtent presque toujours un caractère privé, comme s'il s'agissait d'une messe noire. Cette attitude empêche que se forme une opinion publique dans l'église. La vérité doit être connue en toute liberté et le peuple de Dieu a le droit d'être informé et d'être consulté. Au Nicaragua, les prêtres qui ont été victimes de la répression ecclésiastique pour avoir ouvertement exprimé leurs idées et leur soutien à la révolution sont nombreux. On ne comprend pas que leur attitude, au-delà de toute politique, est en accord avec l'incarnation nécessaire du message, qui doit devenir parole de vie dans une situation de changement. Il m'a été donné de vivre, comme beaucoup d'autres, une histoire longue et douloureuse.

Maintenant, l'heure est venue d'abandonner les lieux de mon apostolat. On ne me reproche pas de fautes d'ordre pastoral ni d'ordre disciplinaire ni d'ordre moral. Simple-ment, on me met à la porte pour des raisons politiques et parce que l'église d'El Rigüero est un témoignage vivant et éternel, contre toute la machinerie ecclésiastique, du fait qu'entre christianisme et révolution, il n'y a pas de contradiction. Je suis expulsé de ma communauté religieuse parce que je suis le témoignage vivant d'une église qui est aux côtés des pauvres.

C'est à peine un petit morceau de la croix. A eux, il a été donné de vivre la torture et la mort, et pourtant ils maintiennent vivant leur espoir.

(...) Ils veulent former sans moi une nouvelle communauté religieuse parce qu'il "faut éviter les tensions, les interférences, les conditionnements et les préjugés". L'argument est le suivant: Parce qu'on prévoit des tensions, on expulse de sa communauté un religieux qui a vécu plus de 24 ans dans le quartier El Rigüero.

(...) Pendant 24 ans, j'ai consacré ma vie à servir la communauté du quartier. J'ai entrepris la construction de la nouvelle église, consacrée en 1977; j'ai formé de nombreuses communautés de base, entre autres à l'université; j'étais aux côtés de ma communauté dans les heures de douleur traversées lors du tremblement de terre et de la guerre; j'ai fondé avec le père Bernardino le lycée franciscain; j'ai fondé l'école biblique franciscaine et quand j'ai estimé que les temps requéraient quelque chose de nouveau, j'ai fondé le centre oecuménique Antonio Valdivieso.

J'ai continué en fondant la maison de spiritualité Monsieur Oscar Arnulfo Romero et actuellement, je consacre mes forces au projet en faveur des orphelins de guerre "Esquipulas, nouveaux horizons".

(...) Si j'examine mon histoire au sein de l'ordre des franciscains, je dois avouer tristement que je n'y ai jamais été accepté. On m'a destitué de mes charges au lycée franciscain et quand William Cranshaw m'a menacé de mort publiquement à la télévision, aucun de mes frères n'a dit une parole d'encouragement, aucun n'a assisté à la messe communautaire dans le quartier El Rigüero.

(...) Dans le fond, on désavoue d'un trait de plume ma position idéologique, qui est considérée comme anticatholique, sans penser que mon oeuvre ouvre au Nicaragua la voie d'un nouveau christianisme incarné dans les structures de la révolution.

(...) Je me demande quel sens peut désormais avoir l'appartenance à un ordre qui sans raison me met à la porte et m'oblige à prendre une année sabbatique. Tandis que d'autres religieux, restés très longtemps dans leur paroisse, sont encouragés par l'autorisation de continuer leur travail, moi, on m'enlève de ma communauté et on

me laisse pratiquement dans la rue.

Quelle fraternité aurait démontré mon ordre si, comme les jésuites pour le père Cardenal, il m'avait accueilli dans sa maison! Quel exemple nous donnent les dominicains qui ont fait revenir le père Manolo Batalla, malgré le refus d'Obando, et qui continuent à considérer comme l'un des leurs le père Jose Alvarez, bien que celui-ci ait été pendant un certain temps militant dans les rangs du ministère de l'intérieur! Ils auraient démontré au monde que ma propre conviction idéologique, mon travail pastoral, les fresques de l'église et la messe paysanne ont droit de cité dans un pluralisme sainement conçu. Ils ont tranché d'un seul coup une vie consacrée au service de l'église. La seule fois où ils m'ont élu supérieur, c'est parce qu'ils savaient que je n'allais pas accepter le siège centraméricain; déjà, ils préparaient le plan machiavélique pour m'expulser pour toujours de l'ordre par une décision préméditée et sans consultation.

(...) Je veux que tout le monde sache que je continuerai à être un religieux franciscain même si je vis aux côtés de ma mère (voir note), que je vais continuer à diriger le centre Valdivieso, le centre Mgr Romero et à mener à bien le projet "Esquipulas, nouveaux horizons".

Je réaffirme ma disposition de servir mes amis et la communauté dans laquelle j'ai travaillé. Dans Saint François il y a un passage qui définit très bien le moment que je vis. A Fray Leon qui demande à François en quoi consiste la joie parfaite, celui-ci répond: "Si nous avons froid et que nous frappons à la porte de notre maison, si, au lieu de nous ouvrir, on nous renvoie avec des coups, si nous pouvons vivre cela avec joie pour l'amour de Dieu, alors nous connaissons la joie parfaite".

"Que le Seigneur me fasse la grâce de trouver la joie parfaite!" Je voudrais profiter de cette occasion pour envoyer au monde, aux communautés catholiques et évangéliques, en particulier à ma communauté du quartier El Rigüero, à mes frères franciscains qui ignorent ce qui m'arrive, un cordial salut et une accolade à l'occasion du nouvel an".

Note: Le père Molina a été mis à la porte du couvent des franciscains et vit désormais dans sa maison familiale (ndlt).

#### Services offerts par l'ANN:

- en espagnol: dépêches quotidiennes sur un thème de votre choix: élections, Eglise, exportations, Panama, El Salvador, etc.

- en français et en allemand: 45 numéros du bulletin hebdomadaire

- en français, allemand, espagnol: émissions radiophoniques, interviews sur demande

## ELECTIONS AU COSTA RICA : BONNET BLANC ET BLANC BONNET

Par Roberto García

**Managua, 28 janvier (ANN).** Le Costa Rica qui se vante d'être une oasis de démocratie dans une région de guerres, coups d'état et régimes musclés, va connaître le 4 février prochain des élections placées sous le signe du scandale et du désenchantement.

Le scandale a commencé lorsque Leonel Villalobos, député à l'assemblée pour le Parti de Libération Nationale (PLN) au pouvoir, a dû répondre à l'accusation de trafic de drogue portée par une commission de l'assemblée législative où il siège. Sa défense a consisté à attaquer des membres de son parti, qui se définit comme social-démocrate, ainsi que du Parti d'Unité Social Chrétienne (PUSC), qui a gouverné en alternance avec le PLN depuis 20 ans. La commission parlementaire, formée de députés des deux forces politiques, n'a dévoilé que le sommet de l'iceberg : Le scandale éclabousse nombre de figures politiques. Le président du PLN et ancien président de la république, Daniel Oduber, a favorisé le financement de la campagne électorale de son parti par des trafiquants de drogue notoires. Il en est de même de l'ancien président Luis Alberto Monge, qui a permis que la CIA échange des armes contre de la drogue sur le territoire national dans le cadre de ce qu'on a appelé l'Iran-contragate. Dans les deux cas, les délits sont restés impunis et la population sait à quoi s'en tenir sur la légalité des agissements de ses derniers gouvernements. Son amertume s'est traduite par une abstention de près de 50 % aux élections de 1986 et un des buts des deux candidats à la présidence, Carlos Manuel Castillo du PLN et Rafael Calderón du PUSC, est d'empêcher que la situation se reproduise.

Confrontant des programmes quasi identiques, aux différences purement rhétoriques, la campagne a été marquée ces derniers mois par son caractère populiste, les deux candidats faisant valoir ce qu'ils proposent pour les secteurs les plus pauvres du pays, qui ont tendance à s'élargir. La profession de foi de C. Castillo se fonde sur ce qu'il appelle "la rencontre entre la société et l'état permettant que l'action gouvernementale favorise l'enrichissement de la nation, que le produit du travail soit réparti avec plus de justice et que les voies s'ouvrent largement à la science et la culture". Son parti compte sur la modernisation de l'économie grâce à des investissements dans l'agriculture et l'industrie, dans le but d'augmenter la production et les exportations. Pour le social-chrétien R. Calderón, la démocratie costaricaine est incomplète, elle souffre du manque de "démocratie économique et de justice sociale". Le candidat se préoccupe des "profondes injustices sociales qui affectent des centaines de milliers de costaricains et leurs familles". Critiquant l'action économique du gouvernement du PLN qui, selon certains, a ramené la stabilité après les crises du début des années 80, R. Calderón signale que "certaines politiques économiques ont provoqué un semblant d'amélioration globale, mais au prix d'une aggravation du fossé entre les couches sociales".

En matière de politique extérieure, les deux partis assument appuyer le processus d'Esquipulas II et les principes de non-intervention, d'autodétermination et de non-utilisation de la force militaire hormis en cas de légitime défense. Ils affirment tous deux leur profonde amitié pour le gouvernement des Etats-Unis. Le Costa Rica a été l'allié diplomatique le plus important de Washington en Amérique centrale et le premier pays du monde à reconnaître et inviter officiellement le président imposé par l'intervention militaire à Panama, Guillermo Endara, qui a répondu immédiatement à l'invitation.

**IMPRESSUM** L'agence de presse du Nicaragua, ANN *Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 505-2-2'44'69 Télécopie 505-2-2'32'78. Telex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. Editeur: ANN *Agencia Nueva Nicaragua* (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

JA/PP

8034 Zurich

abonnement-poste  
imprimé à taxe réduite